

Opération Licorne.

Auteur : BETH Gal

Date : 2004

conférence donnée par le général Emmanuel BETH, commandant la 11ème brigade parachutiste, le 5 janvier 2004 devant la 11ème promotion du collège interarmées de défense à l'amphithéâtre Foch

Introduction

LICORNE est une opération nationale, ce qui rend le commandement plus réactif et plus facile.

C'est une expérience riche, positive, difficile :

Riche parce que le commandant de la force, les commandants de groupements tactiques et les éléments interarmes ont un triple rôle politique, diplomatique et opérationnel.

Riche parce qu'on a le sentiment d'influer sur les événements.

Riche parce l'engagement est en permanence interarmées, concret et sans esprit de système.

Riche parce que cette opération présente tous les aspects d'un engagement opérationnel stratégique et tactique : prévention, projection et protection.

Difficile parce que la position politique française était floue au départ, elle s'est clarifiée à Marcoussis.

Difficile parce que les situations sont en permanence paradoxales : des combats avec blessés et morts et négociations aussitôt après, aussi bien avec les rebelles qu'avec les milices gouvernementales.

Difficile du fait de la très grande volatilité locale : le moindre dérapage du côté français pouvait faire implorer le pays, d'autant plus que l'enjeu n'est pas seulement ivoirien mais régional.

Positive grâce à la plénitude du commandement dont disposent le commandant de la force et les commandants de groupements tactiques (GTIA). Il n'y a pas eu d'entrisme parisien mais un lien permanent de confiance mutuelle.

Positive pour l'expérience apportée aux unités engagées.

Positive pour la coopération interafricaine avec un dispositif RECAMP adapté.

Le propos s'articule en trois parties :

Historique des événements

Environnement politico-militaire

Les opérations -bilan

Historique

Le théâtre ivoirien est très étendu. La ligne de cessez le feu s'étend sur 800 km. Par analogie au territoire français, le PC de l'opération se situerait à Marseille quand les combats auraient lieu à Angoulême. Une opération sur trois théâtres : au centre où se déroulaient des violences militaires, à l'ouest où étaient commises des violences ethniques et à Abidjan où avaient lieu des violences politiques.

Trois phases :

Phase 1 jusqu'au 17 octobre, date des accords de Bouaké : évacuation des ressortissants du nord et du centre

Phase 2 négociations tripartites menées par la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), principalement le Togo et le Sénégal

Phase 3 l'accord de Linas Marcoussis et sa mise en œuvre

La mise en place sur la ligne de cessez-le-feu a été effectuée à partir du 17 octobre avec un puis trois GTIA et un groupement des forces spéciales. Au cours du mois de décembre, des milices ont provoqué des troubles dans Abidjan et les tentatives de contournement par le Liberia à l'ouest avaient lieu. Les violations des accords et tentatives de

franchissement de la ligne étaient permanentes aussi bien du côté rebelles que des loyalistes. Fin décembre l'effectif français engagé atteignait 3000 personnes. Constatant que les négociations menées par la CEDEAO n'aboutissaient pas, j'ai demandé à Paris d'en prendre la responsabilité, ce qui a abouti aux accords de Linas-Marcoussis. Le pouvoir politique en place a alors organisé la mise à feu d'Abidjan. Il n'a pas eu d'évacuation générale de la population française qui aurait encore accru l'instabilité et le risque pour ceux-ci. Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté la résolution 1464 qui reprend les termes de l'accord de Marcoussis, lui reconnaissant ainsi une légitimité internationale.

A partir de cette date, les événements se sont stabilisés et la tendance s'inverse. La MICECI monte en puissance pour atteindre 1300h. La phase sécurisation et pacification commence.

L'environnement politico-militaire ou " de la lettre à l'esprit de la mission "

La lettre de la mission

Phase 1 : protéger, sécuriser, évacuer, apporter un soutien logistique au Forces armées nouvelles de Côte d'Ivoire (FANCI) pour les mettre en situation de victoire en vue de négociation, soutenir une force interafricaine.

Phase 2, après accords de Marcoussis et résolution 1464 : favoriser toute initiative en vue de la paix, sécuriser la mise en place du gouvernement d'union nationale, protection rapprochée des conseils des ministres et des ministres.

Pas de mission offensive ni de sécurisation de la ville d'Abidjan, mais interdire face au nord.

Commentaire

La politique de la France en Afrique depuis 1997 se résume en " ni ingérence, ni indifférence ", ce qui masque en fait l'irrésolution française. Rien ne se fait d'efficace sans un partenaire occidental déterminé. Il est donc nécessaire d'habiller médiatiquement l'intervention française en évacuation ressortissant.

Il n'y a en effet pas de solution militaire à une crise politique et sociale.

Il faut favoriser la paix future. Pour cela, il faut préserver la réversibilité des décisions prises. Les dispositifs tactiques doivent être très mobiles pour être aptes à faire face à toute éventualité et ne pas créer l'irréparable.

Les opérations - bilan

La planification

Froide : une RESEVAC mal préparée par le consulat français à Abidjan

Chaude : de la conduite plus que de la planification dans la crise, sécurisation des ressortissants. La planification s'est faite principalement en préparation de l'arrivée de la MICECI

Les acteurs : voir planche de la présentation

Les leviers :

1. la diversité des moyens disponibles et la qualité des hommes
2. la légitimité de l'action. Le comité de suivi transmettant immédiatement les au siège des Nations unies a beaucoup facilité la publicité internationale des événements sur le territoire.
3. Le poids rémanent de la France
4. La synergie force Licorne / MICECI qui illustre un mode aménagé de RECAMP
5. L'appui du gouvernement en la personne du Premier ministre

La conduite s'est appuyée sur la réactivité des moyens grâce au commandement interarmées. Au poste de commandement de la force, tout le monde était présent aux points de situation afin d'informer tous les subordonnés et favorise la souplesse et l'initiative à tous les niveaux. La subsidiarité consiste, pour le chef, à faire confiance à ses subordonnés et à assumer leurs éventuelles erreurs.

Bilan

La Côte d'Ivoire n'a pas imposé comme on aurait pu le craindre, comme l'ont fait le Rwanda ou le Sierra Leone. Il y a eu

peu de massacres grâce à notre capacité d'intervention immédiate et au soutien de l'ONU. Il y a eu peu d'évacuations et peu de pillages.

Cette mission montre et participe au maintien du savoir-faire français dans la gestion de ce type de crise. Le processus français de gestion des crises est bon.

Il est impératif de coordonner son action avec les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales.

Cette mission souligne le rôle des acteurs régionaux et de la CEDEAO.

Conclusion

Le COMANFOR et les chefs de GTIA ont la plénitude du commandement et des responsabilités, dans les domaines opérationnels, mais aussi et surtout politique et diplomatique. Pour parvenir à la réactivité nécessaire, il est essentiel de prendre ses responsabilités, de déléguer.

La politique africaine de la France reste à préciser.